

NPA

l'Anticapitaliste

POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEUR·ES ET DES PEUPLES,

CONTRE MACRON ET L'EXTRÊME DROITE,

**CONSTRUIRE LES LUTTES,
RASSEMBLER UNE GAUCHE DE COMBAT**



Nous devons être lucides sur le fait que notre Europe est mortelle — elle peut mourir —, elle dépend de nos choix»...

En prononçant ces mots le 25 avril lors de son discours sur l'Europe à la Sorbonne, Macron a mis bien malgré lui l'accent sur la dégradation du projet des classes dirigeantes européennes.

À ce titre, les années 2015 et 2016 ont marqué un tournant historique. D'abord la première sortie de l'Union européenne d'un État, et non des moindres, avec un Brexit réactionnaire. Ensuite la fermeture meurtrière de ses frontières face aux migrant·es. Enfin la soumission politique et économique du peuple grec en lutte. Ainsi, l'Union européenne est apparue comme un regroupement dont on peut sortir si l'on est fort, qui oppresse si l'on est faible et contestataire, et qui préfère laisser mourir par milliers plutôt que d'accueillir.

CONTRE LEUR EUROPE DES BANQUES, DE LA GUERRE ET DES BARBELÉS

Face aux conflits armés, en Ukraine comme en Palestine, les États européens sont divisés et lancés dans une course à l'armement et à la remilitarisation, preuve, s'il en était besoin, de l'échec d'une politique européenne capable de garantir la paix. La perspective d'une « défense crédible » européenne s'appuyant sur un bouclier antimissile, et peut-être même le développement de ladite dissuasion nucléaire est défendue par Macron.

L'instabilité mondiale, liée notamment aux conséquences du dérèglement climatique, va continuer à jeter sur les routes de l'exil des millions de personnes, à accroître les concurrences impérialistes ou régionales pour les ressources naturelles. Tout cela ne peut avoir pour conséquence que d'accentuer les guerres.

Au sein de l'Union européenne, les 10 % les plus riches détiennent 67 % des richesses, avec des disparités selon les pays. Pour défendre « la concurrence libre et non faussée », les classes dirigeantes européennes imposent l'austérité. Pour gérer l'inflation, des directives austéritaires ont laissé les coudées franches à la Banque centrale européenne, tandis que des mesures — même limitées — de

progrès social ou environnemental sont balayées. Que ce soit face aux directives européennes qui veulent imposer un timide « devoir de vigilance » aux entreprises, ou améliorer les conditions de travail des salarié·es uberisés, la macronie s'oppose fermement à toute remise en cause du pouvoir des classes dirigeantes à exploiter sans limites. Le glyphosate est réautorisé pour les dix prochaines années et la proposition de réglementation sur l'usage durable des pesticides, rangée au placard.

POUR LA RUPTURE, VOTONS POUR LA LISTE DE L'UNION POPULAIRE CONDUITE PAR MANON AUBRY

Les classes dirigeantes européennes mènent des politiques de plus en plus sécuritaires et autoritaires. Elles ne veulent rien lâcher et poursuivent leur offensive capitaliste. Désormais, tous les États de l'Union sont soumis à une poussée de l'extrême droite. Le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme augmentent, entretenus par tous ceux qui ont intérêt à nous diviser et nous affaiblir.

En France, le RN est crédité d'au moins 30 % d'intentions de vote. La macronie est aux abois, sans boussole politique autre que le maintien des profits des ultra-riches, et la gauche politique est divisée depuis que le bloc électoral de la Nupes a explosé. Le mouvement social fait face à une répression étatique sans précédent, en particulier pour son soutien à la cause palestinienne.

Il y a urgence à faire exister une réelle alternative à cette Europe, à rassembler dans la rue et dans les urnes. Lors du scrutin du 9 juin prochain, il y a urgence à donner le plus de voix possible à la liste la mieux placée pour réunir à une large échelle les suffrages exprimant la volonté de ne pas se résigner, d'en découdre avec le système. C'est pourquoi le NPA l'Anticapitaliste appelle à voter pour la liste de l'Union populaire conduite par Manon Aubry.

Mais cela ne suffira pas. Nous avons besoin de construire les mobilisations, sur nos lieux de travail ou d'études, dans nos quartiers, afin de mettre un coup d'arrêt à Macron et à l'extrême droite, à changer d'Europe.

REFUSER LEUR EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ,

CONSTRUIRE UNE EUROPE DU COMMUN ET DE LA SOLIDARITÉ

Depuis les deux traités de Rome de 1957, acte de naissance de la construction capitaliste européenne, tous les choix politiques ont été faits pour construire une Europe anti-démocratique, celle des marchés et de la concurrence, favorisant la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Depuis le traité de Maastricht en 1992 qui instaure la monnaie unique jusqu'aux traités d'Amsterdam (1997) de Lisbonne (2007), qui établit la Constitution européenne battue en brèche en France lors du référendum de 2005, mais ratifié par Sarkozy en 2008 avec l'approbation de Hollande, l'Europe s'est construite sans les peuples, au nom du marché. C'est la privatisation et la marchandisation de tout qui a servi de boussole politique, y compris des biens communs comme la santé, l'éducation, le logement... et même l'air pur! Les inégalités sociales au sein des États et entre les États n'ont fait que s'accroître, comme l'ont montré de façon exacerbée, les pressions sur les gouvernements grecs à propos de leur dette, entre 2010 et 2015, et les pressions sur les gouvernements de gauche dans l'État espagnol et en Grèce. **Une des premières mesures pour rompre avec cette logique est d'annuler les dettes.**

POUR UNE RUPTURE ANTICAP



COMBATTRE LEUR EUROPE FORTERESSE,

OUVRIR LES FRONTIÈRES

Au fil de sa construction, cette Europe a renforcé ses frontières, fermant les ports aux embarcations qui transportent les migrant-es et s'appuyant sur des dispositifs de surveillance comme Frontex. Le budget de cette agence a explosé: de 6 millions à sa création en 2005 à 845 millions en 2023!

Alors que plus de 25 000 personnes ont trouvé la mort en Méditerranée depuis 2014, que les agissements scandaleux de certains garde-côtes sont mis en lumière et que les accointances politiques du directeur de Frontex avec l'extrême droite sont désormais publiques, l'Europe

continue de se barricader... Un nouveau pacte européen pour la migration et l'asile (NPMA) vient d'être adopté par le Parlement européen. Il perpétue en l'aggravant le « système Dublin »: critère du principe de pays de première entrée considéré comme responsable de l'examen des demandes d'asile, augmentation de la durée de cette responsabilité à 20 mois, exclusion des frères et sœurs de l'accès à la réunification familiale... **Exigeons l'abrogation de ce pacte comme de toutes les mesures et lois racistes. Pour une Europe solidaire, exigeons l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation!**

POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE,

ROMPRE AVEC L'EUROPE DES TRAITÉS

Bien éloignée des mythes fondateurs humanistes, la construction de cette Europe de la « concurrence libre et non faussée » (ce dogme libéral), a été imposée aux peuples par des institutions pour la plupart non élues. Le Conseil européen est la réunion plusieurs fois par an des chefs d'État ou ministres concernés qui donnent les grandes orientations. Elles sont ensuite examinées par la Commission qui, elle seule, possède le monopole des propositions de lois et de règlements. Celle-ci exécute et gère les politiques communes, comme la PAC, la politique

économique... Elle veille au respect de la concurrence « libre et non faussée » et ses directives peuvent par exemple imposer l'ouverture à la concurrence des marchés intérieurs. Elle défend les intérêts de l'UE dans les négociations de l'OMC, dans la mise en place des traités de libre échange. Le Parlement européen, élu au suffrage universel, est l'instance qui a le moins de pouvoirs, et ne peut rien décider seul, étant sous la coupe du Conseil. Il n'a donc de parlement que le nom. **Il faut rompre avec les traités antidémocratiques qui régissent cette Europe, pour une vraie coopération entre les peuples.**

LUTTER POUR UNE EUROPE ÉCOSOCIALISTE ET SOLIDAIRE

Pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux, il faut une transformation révolutionnaire de cette construction européenne pour construire une Europe écosocialiste opposant les solidarités à la concurrence actuelle.

Pour y arriver, il est vital d'enlever aux classes dirigeantes et aux capitalistes leur capacité de nuisance. Cela passe par la socialisation, c'est-à-dire la réquisition sous contrôle direct des travailleur-es et des usager-es, de plusieurs secteurs clefs de l'économie — l'énergie, les banques et assurances, la grande distribution, l'industrie alimentaire, le logement, la santé, l'éducation, les transports — pour pouvoir engager les transformations nécessaires. Une telle réquisition rendrait possible la

redistribution des profits, la planification des transitions nécessaires (vers une production d'énergie décarbonée, vers une alimentation sans pesticides...), mais surtout la réorganisation du secteur autour des besoins réels, qui peuvent enfin être garantis, tandis que les productions inutiles et nuisibles mais rentables peuvent être abandonnées.

Au niveau européen, cela commence par prendre dès maintenant des mesures radicales afin d'harmoniser par le haut les législations sociales et environnementales et de garantir l'égalité des droits contre les discriminations, en créer de nouveaux (afin par exemple d'assurer les meilleures conditions d'accès à l'IVG, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays d'Europe).

COMBATTRE LA GUERRE DE POUTINE,

AIDER LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine lançait son « opération militaire spéciale » vers Kiev et l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Il escomptait consolider son annexion de la Crimée et son contrôle d'une partie du Donbass par une chute rapide du gouvernement Zelensky. Depuis deux ans, cette guerre sur le sol européen continue. Face aux difficultés actuelles de la résistance ukrainienne, nous devons redoubler nos actions de solidarité envers le peuple ukrainien. La politique ultralibérale du gouvernement Zelensky met en difficulté la résistance alors que, pour gagner, il faudrait une mobilisation générale.

Nous défendons inconditionnellement le droit à la résistance armée et non armée face à l'occupation. Nous revendiquons l'annulation de la dette de l'Ukraine et l'armement de la résistance, afin qu'elle ait les moyens de résister à la Russie, tout en conservant son indépendance, politique et économique. Mais nous nous opposons à toute intervention militaire occidentale directe, qui ne correspond pas à la demande

des Ukrainien-nes. Nous dénonçons les discours bellicistes de Macron qui cache son inaction réelle, puisque la France n'a en réalité livré que très peu d'armes à l'Ukraine mais aussi sa politique de militarisation qui se traduit par l'augmentation des budgets militaires, sans aucun rapport avec l'Ukraine.



PALESTINE:

ARRÊTER LE MASSACRE À GAZA

Cette campagne européenne est marquée par le génocide du peuple palestinien commis par l'État d'Israël. La tragédie que vivent les Palestinien-nes depuis le 7 octobre a déjà conduit à la mort au moins 35 000 personnes (probablement bien plus), dont des milliers d'enfants, et plonge près de deux millions de personnes dans une tragédie humanitaire sans précédent. Netanyahu et son pouvoir d'extrême droite veulent continuer la guerre autant qu'ils le peuvent pour éradiquer toute présence palestinienne dans la bande de Gaza et, à plus long terme, en finir avec les Palestinien-nes dans cette région.

Nous ne pouvons laisser faire ce massacre, commis avec la complicité active ou passive des grandes puissances. Le

pouvoir macroniste veut criminaliser par tous les moyens la solidarité avec la Palestine mais il est possible d'agir: sur tout le territoire, participons

aux manifestations de solidarité, construisons des collectifs de soutien au peuple palestinien, participons aux campagnes de boycott des produits israéliens... **Au niveau européen, il faut mettre fin à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'État d'Israël.** Nous

pouvons arrêter cet État d'apartheid et ses soutiens, les grandes puissances occidentales.

Pour une Palestine libre, avec l'égalité des droits pour toutes et tous et le droit au retour des réfugié-es sur leur terre.

UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE:

FORCE POUR PORTER NOS COMBATS



service des capitalistes. À l'opposé de cette orientation, nous avons voulu œuvrer ces derniers mois au rassemblement des forces prêtes à désobéir aux traités et directives de l'Union européenne pour mettre en place des politiques de rupture avec la gestion capitaliste. Nous avons en particulier cherché un accord avec la liste d'Union populaire, et nous regrettons que La France insoumise ait mis en avant les désaccords que nous pouvons avoir — par exemple sur la question des formes de soutien à la résistance ukrainienne — pour refuser de regrouper sur sa liste cette gauche de combat en tirant toutes les conséquences de l'échec de la Nupes. Pour autant, il est nécessaire que la liste de l'Union populaire conduite par Manon Aubry fasse le plus de voix possible le dimanche 9 juin.

S'ORGANISER POUR L'ÉCOSOCIALISME

Que ce soit face à la guerre, pour obtenir de nouveaux progrès sociaux, l'égalité des droits ou des mesures écologiques réelles, nous avons besoin de nous organiser face aux classes dominantes : pour en finir avec ce système, et mettre en place une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, que nous appelons écosocialisme.

Une force politique « pour la transformation révolutionnaire de la société », parce que tout pas en avant, toute mesure allant dans le sens de la majorité, passe par une opposition concrète à l'ordre social et à ceux qui le défendent, par un affrontement avec l'État des classes dirigeantes qui défendent leurs propres intérêts. Cela veut dire que le monde du travail et plus largement l'ensemble de la population doivent prendre leurs affaires en main.

Pour construire cette organisation, nous nous adressons à toutes les anticapitalistes, à toutes celles et ceux qui subissent le capitalisme et veulent agir pour le renverser. Ce système économique et social produit une multiplicité de formes et de rapports d'exploitation et d'oppressions. Pour leur résister, les luttes ont besoin de converger, d'avoir un cadre commun pour aider à les articuler et les construire face à un ennemi commun.

Ce combat révolutionnaire, nous voulons le mener avec toutes celles et tous ceux qui veulent agir, dès maintenant, pour changer le monde. Rejoindre le NPA l'Anticapitaliste, c'est participer à un outil utile pour construire cette force anticapitaliste, unitaire et révolutionnaire, dont nous avons besoin, c'est se donner les moyens collectifs de mener ce combat.

REJOIGNEZ-NOUS, IL Y A URGENCE!

Les crises sociales, écologiques, démocratiques se conjuguent et se renforcent, causant toujours plus de précarité et de désespoir, et sans perspectives collectives et émancipatrices, c'est l'extrême droite, de plus en plus menaçante, qui marque des points. Elle a déjà gagné des positions qui étaient inimaginables jusqu'ici, et dirige ou participe aux gouvernements de plusieurs pays (Italie, Danemark, Hongrie...). Et ici, la politique menée par Macron, Darmanin et Cie ouvre la voie à Le Pen, Bardella et Zemmour. Nous n'avons plus le temps d'attendre !

SE RASSEMBLER DANS LA RUE ET DANS LES URNES

Celles et ceux qui luttent et résistent, doivent regrouper leurs forces et leurs énergies, en regroupant toutes celles et tous ceux qui se battent au quotidien. Nous nous sommes retrouvé·es côte à côte dans les mobilisations de ces dernières années : contre les réformes des retraites, dans le mouvement des Gilets jaunes, dans les mobilisations féministes, environnementales ou contre le racisme et les violences policières, contre la casse des services publics de santé et d'éducation. Et ces prochaines semaines, nous devons continuer à nous mobiliser dans la rue, sur nos lieux de vie et de travail, à commencer pour la solidarité avec la Palestine, contre sa criminalisation.

Mais face aux menaces, nous devons aussi faire bloc dès qu'on le peut pour les élections : rassembler les anticapitalistes et les antilibéraux dans une gauche de combat qui s'appuie sur les mobilisations et dont le programme de rupture serait un point d'appui pour les luttes du monde du travail, pour la solidarité avec les Palestinien·nes, dans les grandes mobilisations récentes comme dans l'agriculture... À gauche, le PS ou EÉLV ont participé depuis des décennies à construire une Union européenne au